

515752-2026 - Mise en concurrence

France – Services de téléphonie mobile – Services de communications mobiles et de prestations associées

OJ S 142/2026 27/07/2026

Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Services - Fournitures

1. Acheteur

1.1. Acheteur

Nom officiel: Ministère de l'action et des comptes publics - Direction des Achats de l'Etat

Adresse électronique: itai.dae@finances.gouv.fr

Forme juridique de l'acheteur: Autorité publique centrale

Activité du pouvoir adjudicateur: Affaires économiques

2. Procédure

2.1. Procédure

Titre: Services de communications mobiles et de prestations associées

Description: L'accord-cadre a pour objet l'acquisition de prestations portant sur la fourniture de services de communications mobiles voix et données, de terminaux, d'accessoires et de services associés.

Identifiant de la procédure: 4f391624-5d86-41b3-9a83-6295a54bde41

Identifiant interne: DAE_mobile_2026

Type de procédure: Ouverte

La procédure est accélérée: non

2.1.1. Objet

Nature principale du marché: Services

Nomenclature principale (cpv): 64212000 Services de téléphonie mobile

Nomenclature complémentaire (cpv): 32250000 Téléphones mobiles

2.1.2. Lieu d'exécution

Ville: Les lieux d'exécution des prestations objets de la consultation sont réalisées sur les sites de l'administration et du titulaire en France métropolitaine (y compris la Corse), hors DROM-COM.

Subdivision pays (NUTS): Paris (FR101)

Pays: France

2.1.3. Valeur

Valeur estimée hors TVA: 42 700 000,00 EUR

Valeur maximale de l'accord-cadre: 129 000 000,00 EUR

2.1.4. Informations générales

Informations complémentaires: L'accord-cadre est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert. Les services bénéficiaires (liste en annexe 1 du CCAP) concernés par le présent accord-cadre sont tous les services de l'Etat, y compris les services à compétences nationale, les établissements publics de l'Etat et autres organismes implantés en France métropolitaine. Une convention constitutive de groupement de commandes permanent a été conclue

conformément à l'article L. 2113-7 du code de la commande publique, entre la DAE et les établissements publics de l'État bénéficiaires du présent marché listés en annexe 1 du CCAP. Afin de promouvoir l'égalité des chances, l'acheteur applique l'article L.2112-2 du code de la commande publique incluant dans le cahier des charges de la présente consultation une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique pour les lots 1 et 2. Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article R.2111-10 du code de la commande publique en prévoyant des spécifications techniques et des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental aux articles 11.6 du CCAP et au CCTP. Le lot 1 est mono-attributaire et le lot 2 est multi-attributaire (2 attributaires) L'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commande. Les lots 1 et 2 de l'accord-cadre sont conclus pour une durée ferme de 48 mois à compter de sa date de notification. Les candidats ont le choix de présenter leur candidature : - sous forme de document unique de marché européen électronique (DUME) en utilisant le service DUME ou le service exposé de PLACE - sous forme de candidature standard en utilisant les formulaires DC1 et DC2 Lettre de candidature ou formulaire DC1 (téléchargeable à partir du lien <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ou équivalent, dûment rempli et daté. Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, le formulaire DC1 sera complété pour chaque membre du groupement. - Déclaration du candidat ou formulaire DC2 (téléchargeable à partir du lien <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>), ou équivalent, dûment rempli et daté. En cas de candidature groupée, le DC2 est rempli par chaque membre du groupement. Le nombre de lots pour lesquels les soumissionnaires peuvent présenter une offre est limité à un (1). En cas de présentation d'un nombre d'offres supérieur à celui autorisé, toutes les offres du soumissionnaire seront rejetées.

Base juridique:

Directive 2014/24/UE

2.1.5. Conditions du marché public

Conditions de soumission:

Nombre maximal de lots pour lesquels un soumissionnaire peut présenter une offre: 1

Conditions du marché:

Nombre maximal de lots pouvant être attribués à un soumissionnaire: 1

2.1.6. Motifs d'exclusion

Sources des motifs d'exclusion: Document de marché

5. Lot

5.1. Lot: LOT-0001

Titre: Fourniture de services de communications mobiles voix et données, de terminaux neufs, d'accessoires et de services associés.

Description: Les prestations du lot 1 doivent notamment : • Permettre l'émission et la réception d'appels téléphoniques, de SMS et de MMS sur le territoire métropolitain, y compris la Corse ; • Permettre la transmission de données sur des réseaux sans fil indépendamment ou simultanément à la voix ; • Autoriser les communications voix vers l'international (y compris DROM-COM) et l'itinérance voix et données à l'international et dans les départements, régions, collectivités d'outre-mer (itinérance) ; • Permettre l'acquisition et la maintenance de terminaux mobiles neufs (téléphones, smartphones, équipements pour accès distant) et de quelques accessoires de base ; • Accompagner les bénéficiaires dans l'exécution de l'accord-cadre grâce à un ensemble de services complémentaires.

Identifiant interne: LOT 001

5.1.1. **Objet**

Nature principale du marché: Services

Nomenclature principale (cpv): 64212000 Services de téléphonie mobile

Nomenclature complémentaire (cpv): 32250000 Téléphones mobiles

Options:

Description des options: Il n' y a pas de renouvellements (durée ferme)

5.1.2. **Lieu d'exécution**

Ville: Les lieux d'exécution des prestations objets de la consultation sont réalisées sur les sites de l'administration et du titulaire en France métropolitaine (y compris la Corse), hors DROM-COM.

Subdivision pays (NUTS): Paris (FR101)

Pays: France

5.1.3. **Durée estimée**

Durée: 4 Ans

5.1.5. **Valeur**

Valeur estimée hors TVA: 41 000 000,00 EUR

Valeur maximale de l'accord-cadre: 124 000 000,00 EUR

5.1.6. **Informations générales**

Il s'agit d'un marché récurrent

Participation réservée:

La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP): oui

Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME): oui

Informations complémentaires: Les unités d'œuvre qui comportent des prestations supplémentaires éventuelles pour le lot 1 sont les suivantes : • UO-1.7.1 : Machine to Machine • UO-1.7.2 : Service voix et/ou transmission de données via un opérateur tiers • UO-1.8.7 : Fourniture de terminaux de la gamme dite « accessible » • UO-1.8.8 : Fourniture d'équipements accès distants • UO-1.8.9 : Accessoires (prestation supplémentaire éventuelle pour les accessoires de la gamme « tablettes » uniquement) • UO 1.9.3 : Outil de configuration pour la migration des smartphones • UO-1.9.15 : Etiquetage et Colisage (prestation supplémentaire éventuelle uniquement pour le colisage) • UO-1.9.16 : Fourniture d'API entre le portail sécurisé du titulaire et les MDM et/ou les systèmes d'information des bénéficiaires La réponse aux prestations supplémentaires éventuelles est facultative

5.1.9. **Critères de sélection**

Sources des critères de sélection: Document de marché

5.1.10. **Critères d'attribution**

Description de la méthode à utiliser si la pondération ne peut être exprimée par des critères:

Critère1 :Prix : 45% (-Tarifs France, international et Services associés aux lignes – ((50%)- Tarifs international à la consommation - (10%) -Terminaux et accessoires – (40%)) Critère2 :

Valeur technique de l'offre : 30% (Les pondérations et les sous-critères sont dans le tableau en annexe 1 du RC). Critère3 :La performance environnementale de l'offre : 12% (-SC 1 :

Réparabilité des terminaux proposés (50 points)-SC 2 : Longévité de la batterie des terminaux proposés (50 points) -SC 3 : Performance énergétique des terminaux proposés (20 points)

Critère 4 : La performance sociale de l'offre en matière d'insertion des publics rencontrant:

13% (-SC1:Engagement sur un nombre d'heures d'insertion supérieur au seuil prévu dans les pièces du marché (50 points) -SC2 : Engagement sur le taux de féminisation du personnel en insertion (30 points) -SC3 : Dispositifs de formation professionnelle proposés par l'entreprise aux salariés en insertion (50 points))

5.1.11. Documents de marché

Adresse des documents de marché: <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2974148&orgAcronyme=a4n>

5.1.12. Conditions du marché public

Conditions de soumission:

Soumission par voie électronique: Requise

Adresse de soumission: <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2974148&orgAcronyme=a4n>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation/candidatures peuvent être présentées: français

Catalogue électronique: Non autorisée

Variante: Non autorisée

Les soumissionnaires peuvent présenter plusieurs offres: Non autorisée

Date limite de réception des offres: 30/09/2026 17:30:00 (UTC+01:00) Heure de l'Europe centrale, heure d'été de l'Europe occidentale

Durée de validité des offres: 6 Mois

Conditions du marché:

Le contrat doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés: Non

Conditions relatives à l'exécution du contrat: Le lot n°1 de l'accord-cadre est mono-attributaire et est exécuté par l'émission de bons de commande

Facturation électronique: Requise

La commande en ligne sera utilisée: oui

Le paiement électronique sera utilisé: oui

5.1.15. Techniques

Accord-cadre:

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Nombre maximal de candidats: 1

Informations sur le système d'acquisition dynamique:

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16. Informations complémentaires, médiation et recours

Organisation chargée des procédures de recours: Tribunal administratif de Paris

Description des délais d'introduction des procédures de recours: 1) le référé précontractuel (articles L. 551-1 à L. 551-12, et R. 551-1 à R. 551-6 du code de justice administrative) peut être introduit jusqu'à la signature du contrat ; 2) le référé contractuel (L. 551-13 à L. 551-23, et R.551-7 à R. 551-10 du code de justice administrative) introduit après la signature du contrat dans un délai de 31 jours, à compter de la publication d'un avis d'attribution du contrat au Journal officiel de l'Union européenne (JOUE) ou dans un délai de 6 mois, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée ; 3) le recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat (CE, Ass., 4 avril 2014, Département de Tarn-et- Garonne, req. n o 358994) introduit par tout tiers à un contrat administratif

susceptible d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation ou ses clauses dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées ".

5.1. Lot: LOT-0002

Titre: Fourniture de terminaux issus du réemploi ou de la réutilisation (reconditionnés), d'accessoires et de services associés.

Description: Les prestations du lot 2 doivent notamment : • Permettre l'acquisition et la maintenance de terminaux mobiles reconditionnés et de quelques accessoires de base ; • Accompagner les bénéficiaires dans l'exécution de l'accord-cadre grâce à un ensemble de services complémentaires.

Identifiant interne: LOT 002

5.1.1. Objet

Nature principale du marché: Fournitures

Nomenclature principale (cpv): 32250000 Téléphones mobiles

Options:

Description des options: Il n'y a pas de renouvellements (durée ferme)

5.1.2. Lieu d'exécution

Ville: Les lieux d'exécution des prestations objets de la consultation sont réalisées sur les sites de l'administration et du titulaire en France métropolitaine (y compris la Corse), hors DROM-COM

Subdivision pays (NUTS): Paris (FR101)

Pays: France

5.1.3. Durée estimée

Durée: 4 Ans

5.1.5. Valeur

Valeur estimée hors TVA: 1 700 000,00 EUR

Valeur maximale de l'accord-cadre: 5 000 000,00 EUR

5.1.6. Informations générales

Il s'agit d'un marché récurrent

Participation réservée:

La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP): oui

Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME): oui

Informations complémentaires: Les unités d'œuvre qui comportent des prestations supplémentaires éventuelles pour le lot 2 sont les suivantes : • UO-2.1.3 : Accessoires (prestation supplémentaire éventuelle pour les accessoires reconditionnés uniquement)

5.1.9. Critères de sélection

Sources des critères de sélection: Document de marché

5.1.10. Critères d'attribution

Description de la méthode à utiliser si la pondération ne peut être exprimée par des critères:

Critère 1 : Prix : 45% (- Tarifs des terminaux, accessoires et services associés - (100%))

Critère 2 : Valeur technique de l'offre : 40% (Les pondérations respectives des sous-critères et sous-sous-critères figurent dans le tableau en annexe 1 du RC) Critère 3 : La performance environnementale de l'offre : 15% (SC1 : Traçabilité de la chaîne d'approvisionnement et

processus de reconditionnement (60 points) -SC2 : Communication pour valoriser les terminaux reconditionnés (40 points))

5.1.11. Documents de marché

Adresse des documents de marché: <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2974148&orgAcronyme=a4n>

5.1.12. Conditions du marché public

Conditions de soumission:

Soumission par voie électronique: Requise

Adresse de soumission: <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2974148&orgAcronyme=a4n>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation/candidatures peuvent être présentées: français

Catalogue électronique: Non autorisée

Variantes: Non autorisée

Les soumissionnaires peuvent présenter plusieurs offres: Non autorisée

Date limite de réception des offres: 30/09/2026 17:30:00 (UTC+01:00) Heure de l'Europe centrale, heure d'été de l'Europe occidentale

Durée de validité des offres: 6 Mois

Conditions du marché:

Le contrat doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés: Non

Conditions relatives à l'exécution du contrat: Le lot 2 est multi-attributaires (2 attributaires) Les bons de commandes du second lot, multi-attributaires, sont attribués selon la méthode dite « en cascade » à hauteur d'un montant prévu pour chacun des deux titulaires au regard de leur classement.

Facturation électronique: Requise

La commande en ligne sera utilisée: oui

Le paiement électronique sera utilisé: oui

5.1.15. Techniques

Accord-cadre:

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Nombre maximal de candidats: 2

Informations sur le système d'acquisition dynamique:

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16. Informations complémentaires, médiation et recours

Organisation chargée des procédures de recours: Tribunal administratif de Paris

Description des délais d'introduction des procédures de recours: 1) le référé précontractuel (articles L. 551-1 à L. 551-12, et R. 551-1 à R. 551-6 du code de justice administrative) peut être introduit jusqu'à la signature du contrat ;2) le référé contractuel (L. 551-13 à L. 551-23, et R.551-7 à R. 551-10 du code de justice administrative) introduit après la signature du contrat dans un délai de 31 jours, à compter de la publication d'un avis d'attribution du contrat au Journal officiel de l'Union européenne (JOUE) ou dans un délai de 6 mois, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée ;3) le recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat (CE, Ass., 4 avril 2014, Département de Tarn-et- Garonne, req. n o 358994) introduit par tout tiers à un contrat administratif susceptible

d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation ou ses clauses dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées ".

8. Organisations

8.1. ORG-0001

Nom officiel: Ministère de l'action et des comptes publics - Direction des Achats de l'Etat

Numéro d'enregistrement: 13002220500012

Adresse postale: 59, boulevard Vincent Auriol

Ville: Paris

Code postal: 75013

Subdivision pays (NUTS): Paris (FR101)

Pays: France

Adresse électronique: itai.dae@finances.gouv.fr

Téléphone: +33 144972805

Profil de l'acheteur: <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Rôles de cette organisation:

Acheteur

8.1. ORG-0002

Nom officiel: Tribunal administratif de Paris

Numéro d'enregistrement: 17750005500013

Adresse postale: 7 rue de Jouy

Ville: Paris

Code postal: 75004

Subdivision pays (NUTS): Paris (FR101)

Pays: France

Adresse électronique: greffe.ta-paris@juradm.fr

Téléphone: +33 144594400

Rôles de cette organisation:

Organisation chargée des procédures de recours

Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis: 9fc9e652-50f6-409c-8634-51f6f9ea9bef - 01

Type de formulaire: Mise en concurrence

Type d'avis: Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Sous-type d'avis: 16

Date d'envoi de l'avis: 24/07/2026 12:28:40 (UTC+02:00) Heure de l'Europe orientale, heure d'été de l'Europe centrale

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible: français

Numéro de publication de l'avis: 515752-2026

Numéro de publication au JO S: 142/2026

Date de publication: 27/07/2026